



LE GOUVERNEMENT EST TOMBÉ, PAS LES REVENDICATIONS!

La semaine dernière, pour la première fois depuis plus de soixante ans, un gouvernement est tombé à la suite du vote d'une motion de censure adoptée par une majorité de députés. Nous en avons pris acte. Cette issue semblait inéluctable depuis l'élection d'une Assemblée nationale fracturée et la nomination d'un nouveau gouvernement début septembre, dont on savait que la survie était précaire, car privé d'une majorité de députés pour le soutenir.

Ce gouvernement devait notamment présenter un projet de budget. Nous avons alors mis en garde contre de nouvelles coupes budgétaires qui viendraient affaiblir encore les services publics et des mesures d'austérité qui entraîneraient notre pays vers toujours plus d'injustice sociale et de précarité.

Nous avons donc combattu nombre de mesures annoncées, comme la hausse de la taxe sur l'électricité, le report de la revalorisation des pensions ou la hausse du ticket modérateur. Nous nous sommes mobilisés contre le retour du « fonctionnaires bashing », attisé par les provocations du ministre de la Fonction publique et les mesures qu'il défendait : retour des réductions d'effectifs dans la fonction publique, augmentation du nombre de jours de carence et baisse de l'indemnisation en cas d'arrêt maladie, gel du point d'indice et suppression de la prime de maintien de pouvoir d'achat.

Dans un premier temps, nous avons salué l'inflexion de ce gouvernement, décidé à mettre un coup d'arrêt à la dérive des allègements de cotisations patronales, dont le montant approche les 80 milliards d'euros annuels. Nous avons aussi salué un changement de méthode en matière de négociation collective. Ces quelques semaines ont permis

aux interlocuteurs sociaux de reprendre la main en signant trois accords sur l'Assurance chômage, l'emploi des seniors et l'évolution du dialogue social, notamment la fin du plafond des trois mandats pour les élus CSE!

**Dans la période
qui s'ouvre, le rôle de
la négociation collective
devra être conforté
et respecté**

Le gouvernement est tombé, pas nos revendications! Dans la période qui s'ouvre, le rôle de la négociation collective devra être conforté et respecté, tout comme devra l'être la parole donnée. Lorsque sera nommé un nouveau gouvernement, nous irons porter notre cahier revendicatif : augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail, abrogation de la réforme des retraites, défense de l'emploi et de la Sécurité sociale, renforcement des services publics, stopper la désindustrialisation, concrétiser la réindustrialisation et inscrire nos accords dans la loi, ainsi que l'agrément de la convention d'Assurance chômage.

La commission exécutive confédérale l'a redit la semaine dernière, nous sommes prêts à la mobilisation et à la construction du rapport de force pour faire aboutir nos revendications!

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr